

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,  
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

---

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

---

Direction Administrative et Financière

---

*Service des marchés*

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

<p>Prestations de développement et de mise en œuvre (déploiement et maintenance) d'une solution informatique de gestion des amendements et textes à amender pour le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)</p>
--

**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT CONFORMEMENT AUX ARTICLES  
L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 ET R2161-2 A R2161-5 DU CODE DE LA  
COMMANDE PUBLIQUE**

**Référence du marché : 24MAR13**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 : PERIMETRE DU MARCHÉ .....	4
A) PREAMBUL .....	4
B) TRAVAUX PREPARATOIRES (PROTOTYPAGE) .....	4
C) EXIGENCES D'ACCESSIBILITE .....	4
D) UTILISATEURS DE LA SOLUTION .....	4
E) PERIMETRE FONCTIONNEL DE LA SOLUTION.....	5
F) DECOUPAGE FONCTIONNEL / TRANCHE .....	6
G) ACCES ET DROITS.....	6
ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES .....	7
ARTICLE 4 : EXIGENCES .....	8
A) EXIGENCES DE QUALITE & DE SECURITE .....	8
B) EXIGENCES DE GARANTIE, MAINTENANCE ET SUPPORT .....	8
C) EXIGENCES TECHNIQUES.....	9
D) EXIGENCES D'ACCESSIBILITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....	10
E) EXIGENCES D'INTEGRATION .....	10
F) EXIGENCES METHODOLOGIQUES .....	10
G) EXIGENCES CALENDAIRES .....	12

## Présentation du Conseil économique, social et environnemental

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental (ci-après désigné « CESE », « acheteur » ou « Pouvoir adjudicateur »), regroupe des membres désignés par les principales associations de France, les syndicats de salariés, les organisations patronales et de nombreux acteurs de la société civile.

Représentant des dizaines de millions de Français.es, les membres du CESE sont immergés au cœur des problématiques de notre société et proposent des solutions innovantes et adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Le CESE est principalement investi de quatre missions :

- Conseiller le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale ;
- Favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général ;
- Contribuer à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental ;
- Promouvoir un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers.

Le conseil peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement, par voie de pétition citoyenne ou bien s'autosaisir d'une thématique afin de rendre un avis, une étude ou une résolution sur le sujet.

Le CESE est en contact permanent avec les préoccupations des Françaises et des Français, à travers le travail de ses conseillers et des 700 préconisations annuelles qu'ils formulent. Ces préconisations contribuent à la mise en place des mesures effectives impactant le quotidien des citoyens.

Les membres du CESE participent à l'élaboration des travaux et des productions (avis, études et résolutions) qui sont ensuite adoptés lors d'assemblées plénières.

Les dispositifs de participation citoyenne, désormais partie intégrante des activités du CESE, alimentent et enrichissent ses travaux, par l'organisation, notamment, de conventions citoyennes, de collectifs citoyens ou encore de groupes citoyens.

### ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le développement et déploiement d'une solution informatique de gestion des amendements, d'édition d'un projet de texte à amender, de constitution d'un cahier d'amendements qui permet de fournir un projet de texte final intégrant ces amendements, à destination des formations de travail du Conseil économique, social et environnemental et du Bureau.

Le prestataire retenu aura la charge de l'ensemble des prestations de développement, de test, recette, déploiement et maintenance de la solution informatique.

Le marché comprend une phase de développement (décomposée en 2 tranches) suivi d'une phase de maintenance sur une durée de 2 ans renouvelable 2 fois un an.

## ARTICLE 2 : PERIMETRE DU MARCHE

### A) PREAMBUL

La gestion des amendements est réalisée actuellement via l'échange de tableaux et courriels ou le dépôt de cahier d'amendement sous format papier. Cette gestion rencontre un certain nombre de limites : manque de traçabilité et de réactivité lors d'un grand nombre d'amendements à gérer dans un délai contraint.

Ainsi, il arrive régulièrement que 200 à 300 amendements soient reçus dans la journée précédant le vote. L'administration doit alors constituer un cahier d'amendements global dans un délai très court, pour examen par le ou les rapporteurs.

L'objectif de ce marché est de doter le CESE d'un outil pour faciliter et fiabiliser la saisie et l'enregistrement des amendements qui permette d'améliorer l'efficacité des agents et des membres de l'institution dans leur travail en leur fournissant un outil ergonomique venant en appui de leurs activités de rédaction.

### B) TRAVAUX PREPARATOIRES (PROTOTYPAGE)

Afin de sécuriser le développement de cet outil stratégique pour le CESE, une mission de prototypage basé sur la technologie FIGMA a été réalisée de mai à septembre 2024 et a permis la définition du cycle de vie d'un amendement et la conception des différents écrans pour chacun des cinq profils utilisateurs.

Cette phase de prototypage a également permis de stabiliser le glossaire / vocabulaire et d'allotir les développements.

Le cycle de vie d'un amendement et les différents écrans sont joints en annexe et font office de référence pour le résultat du développement attendu.

Les équipes du CESE ont déjà à leur disposition un modèle de cahier d'amendements au format Word. Ce cahier d'amendements est disponible en annexe en guise d'exemple et de spécifications.

### C) EXIGENCES D'ACCESSIBILITE

L'atteinte des objectifs d'usage est conditionnée au respect des prérequis ci-après :

- Les informations devront être structurées, fédérées et facilement accessibles,
- Chacun devra pouvoir personnaliser son espace de travail sur la base de favoris (liens) qui lui soient propres, voire la disposition des éléments de sa page, gestion des couleurs, etc.
- La solution applicative devra pouvoir être accessible depuis l'extérieur, dans le cas où les publics concernés ne se connectent pas depuis les bureaux du Palais d'Iéna, siège du CESE.
- La solution applicative devra être accessible et lisible en mobilité ; smartphone, tablette
- La solution devra fonctionner hors connexion

Elle doit également s'intégrer dans la démarche globale de dématérialisation et RSO du CESE.

### D) UTILISATEURS DE LA SOLUTION

Les profils utilisateurs seront à définir par rapport à leur rôle dans le cadre d'un projet de texte.

En pratique, la population des utilisateurs se décline en cinq groupes « hétérogènes » qui sont les suivants :

- Les formations de travail en lien avec les commissions ou les délégations (au nombre de 9) ;
- Les agents de la direction des services consultatifs (une quarantaine d'agents (administrateurs, administrateurs adjoints et assistants) organisée en 10 services) ;
- Les conseillers et attachés de groupe (au nombre de 175 conseillers et 30 attachés constituant

- 19 groupes de représentation) ;
- Les formations de travail (constituées d'administrateurs (et assistants), présidents, rapporteurs et conseillers) ;
- L'administrateur technique au sein de la DSIUN.

Chacun participe aux travaux du CESE et devra pouvoir accéder à l'application de gestion des amendements afin d'accéder aux informations, créer, supprimer et collecter les amendements et faire évoluer le texte final.

Selon les utilisateurs, il est prévu un accès circonscrit à certaines fonctionnalités ou partie du corpus documentaire prédéfinies, ce qui nécessite de définir des profils utilisateurs propres à chaque catégorie de public concernée, voir à chaque projet de texte.

## E) PERIMETRE FONCTIONNEL DE LA SOLUTION

Pour chacun des cinq profils / rôles identifiés précédemment, le CESE souhaite disposer d'un outil permettant de couvrir l'ensemble du cycle de vie d'un amendement selon le périmètre suivant et les documents fournis en annexe présentant le cycle de vie d'un amendement et les parcours utilisateurs (présentées dans les maquettes jointes en annexe) :

- Page d'accueil pour l'utilisateur :
  - o Visualiser les derniers projets de texte
  - o Visualiser Mes amendements
- Liste des projets de texte en cours à amender :
  - o Visualiser un projet de texte
  - o Télécharger un projet de texte
  - o Amender un projet de texte
  - o Voir l'ensemble des amendements d'un projet de texte
- Collecter les amendements :
  - o Lister les amendements en cours
  - o Consulter, Créer, modifier, supprimer ou fusionner les amendements
  - o Collecter les amendements
  - o Classifier / catégoriser des amendements par type, *Une attention est portée sur la typologie et sur la nature des amendements : insertion, suppressions, réécriture, ajouts de phrases, de paragraphes voire de sections*
  - o Créer un tableau récapitulatif des amendements
  - o Imprimer les amendements
  - o Transmettre l'amendement à mon Groupe
  - o Transmettre l'amendement à ma Formation de Travail
  - o Co-signer un amendement
  - o Identifier l'auteur initial et les autres contributeurs
  - o Assurer une traçabilité : historique et modification d'un amendement
- Cycle de vie de l'amendement :
  - o Création
  - o Valider, modifier, supprimer, suite donnée (gestion de statut)
  - o Restitution
  - o Intégration finale
- Restitution
  - o Conserver l'historique des amendements validés ou rejetés
  - o Visualiser sur le même écran le texte initial, sa version en cours d'amendement et sa version final amendée
  - o Intégrer les amendements votés dans le texte
  - o Exporter le texte et ses amendements dans une forme imprimable (proche du cahier d'amendement fourni en annexe)
  - o Imprimer le texte amendé et ou le diffuser pour permettre la relecture par les

- rapporteurs
- Possibilité d'insérer et de pointer les zones et portions du texte à amender
- Présenter le texte à amender au plus proche du projet initial afin de faciliter le travail d'amendements

De façon transversale, la solution doit permettre de gérer un workflow de validation des amendements, au niveau Conseillers, Groupe et Formation de travail avec différents rôles (Conseillers, Attachés de groupe, Rapporteur, Président de groupe, Président de formation de travail, Attachés d'administration, Equipe technique, etc...)

## F) DECOUPAGE FONCTIONNEL / TRANCHE

Afin de sécuriser le développement, il est prévu un découpage de la solution en deux tranches :

- Tranche ferme : Gestion complète du cycle de vie des amendements sans les fonctionnalités avancées de l'éditeur de texte dans l'outil.
- Tranche optionnelle : Implémentation d'un éditeur de texte dans l'outil qui prend en compte les styles et modèles de caractères et permet le suivi automatique et l'intégration directe des amendements dans le texte

La réalisation de la tranche 2 optionnelle et soumise à validation des travaux de la tranche ferme.

Les prestations réalisées lors de la tranche ferme doivent permettre la gestion du cycle de vie des amendements (cf périmètre fonctionnel) sans les fonctionnalités avancées de l'éditeur de texte.

Cela implique les simplifications suivantes :

- Le projet de texte soumis à amendement sera une version PDF téléchargé et comprenant les numéros de lignes et de pages.
- Pas de surlignage automatique du texte concerné par l'amendement
- Modification possible du texte et surlignage manuel des modifications
- Editeur de texte standard :
  - Import, export docx
  - Interface édition
  - Pas de numérotation des pages et lignes

Le périmètre fonctionnel à couvrir relatif à la tranche optionnelle a pour objectif de fournir des fonctionnalités plus avancées sur l'éditeur de texte. Elles répondent aux besoins de :

- Modifier le projet de texte directement dans l'outil, sur la base d'un modèle prédéfini (comprenant le suivi des numéros de pages et des lignes) ;
- Le suivi des amendements de façon automatique et leur intégration directement dans le texte (hors ligne et page) via un surlignage par exemple (cf maquette) ;

Ces deux besoins nécessitent d'être couverts par un éditeur de texte « word-like » intégré à l'application permettant de manipuler ces éléments dans une seule application (pages, lignes, phrases, styles, modèles...) et qui fait l'objet d'un développement optionnel.

## G) ACCES ET DROITS

La solution devra être accessible en mobilité et par login mot de passe en lien avec la politique SSO du CESE. Elle devra être accessible hors connexion.

La gestion des droits (accès lecture seule, modification, suppression) sera à définir par groupe (tous les membres et administrateur du groupe ou administrateur seul) et par commission (rapporteurs et administrateur de la commission ou administrateur seul) selon des matrices d'habilitations facilement administrable par le CESE (administrateur technique).

Il sera nécessaire d'assurer le paramétrage de délai (date et heure limite) et d'une notification associée et le paramétrage des accès :

- En lecture, ouvert à tous les membres de la commission
- En modification restreint aux agents de la DSC concerné ou à la formation de travail concernée
- Possibilité d'accès en modification avec droit maintenu pour les groupes n'ayant pas déposé d'amendement ou n'ayant pas explicitement renoncé à ce dépôt
- ....

Le traitement hors procédure automatique des amendements de pure forme (grammaire, orthographe...) devra également être possible.

### ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES

#### A) PERIMETRE DE LA PRESTATION

La prestation recouvre le développement de la solution, sa mise en production, son déploiement et sa maintenance.

En pratique le prestataire retenu devra :

- Accompagner, conseiller et assister le CESE tout au long du projet
- Réaliser les développements informatiques nécessaire à la mise en place d'un outil de gestion des amendements qui réponde aux critères énoncés plus haut.
- Les ressources mises à disposition devront être joignables, accessibles et assurer des présences sur le site du CESE.
- Assurer la maintenance de l'outil et son assistance technique auprès des utilisateurs.
- Avoir la capacité de déployer le futur outil dans l'infrastructure mise à disposition au CESE
- Former les utilisateurs à l'appropriation de l'outil

En détail, sur la phase de développement, de mise en production et de déploiement, les tâches à réaliser sont les suivantes :

- Sur la base des maquettes fournies en annexe :
  - o proposer une planification des différents sprints,
  - o détailler le contenu de chaque sprint,
  - o préciser la méthode de prise en compte du retour utilisateur,
  - o effectuer le développement de l'outil de gestion des amendements.
- A chaque phase de développement (Sprint de 2/3 semaines) mettre à disposition un lien URL pour visualiser et tester l'avancement des travaux en lien avec le besoin défini dans le Sprint.
- Prévoir un point d'avancement et de suivi hebdomadaire ;
- Elaborer l'architecture technique de l'application ;
- Réaliser les tests unitaires, les tests de performance et les tests d'intégration pour corriger les erreurs éventuelles ;
- Assurer l'intégration et le déploiement de la solution dans l'environnement SI du CESE ;
- Assurer l'accompagnement des futur(e)s utilisatrices et utilisateurs à la prise en main de l'outil ;
- Rédiger la documentation technique et fonctionnelle de la solution ;
- Définir la gestion des droits (accès lecture seule, modification, suppression) par groupe (tous les membres et administrateur du groupe ou administrateur seul) et par commission (rapporteurs et administrateur de la commission ou administrateur seul).

En phase d'exploitation et maintenance (après validation de service régulier) : Suite à la livraison de la solution (tranche ferme et/ou optionnelle), le candidat retenu devra être en mesure d'assurer son maintien en condition opérationnelle

Le candidat assurera en continu un transfert de compétence vers les Administrateurs Systèmes du CESE. Le coût de ce transfert est inclus dans le forfait annuel « Exploitation » indiqué dans le BPU joint au présent cahier des charges. Le candidat indiquera, dans le BPU joint au présent cahier des charges, le coût d'une évolution logicielle mineure et majeure (hors forfait d'exploitation)

## ARTICLE 4 : EXIGENCES

### A) EXIGENCES DE QUALITE & DE SECURITE

Le développement doit être réalisé sur un environnement hébergé et opéré par un acteur sur le territoire de l'UE, de préférence national, afin de s'assurer de la souveraineté européenne, voire nationale des données. Il peut être hébergé au sein des infrastructures propres d'un opérateur ou dans le Cloud, sous réserve de respecter la contrainte de souveraineté mentionnée ci-dessus et le règlement RGPD.

**Le candidat devra renseigner le questionnaire RGPD joint.**

Le développement doit se conformer aux normes de qualité et de performance, tout en respectant les engagements fixés dans les accords de niveau de service (SLA). Ces engagements incluent, notamment, le taux de disponibilité, les délais de garantie de temps d'intervention (GTI) et de rétablissement (GTR), tels qu'ils ont été validés conjointement dans le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) du projet.

Lors de la VSR de la solution, des exigences de performance sont attendues telles que le temps de réponse qui devra être entre 0,2 et 4 secondes maximum.

Par ailleurs, pour améliorer l'expérience utilisateur et renforcer la sécurité, la solution doit permettre l'intégration du Single Sign-On (SSO). Cette fonctionnalité permettra aux utilisateurs de se connecter une seule fois avec leurs identifiants CESE pour accéder à toutes les applications et services autorisés, sans avoir à se reconnecter à chaque fois. L'implémentation du SSO doit être compatible avec les principaux protocoles d'authentification tels que OAuth, SAML et OpenID Connect, et doit s'intégrer avec le système d'annuaire Active Directory du CESE.

### B) EXIGENCES DE GARANTIE, MAINTENANCE ET SUPPORT

La période de garantie exigée par le CESE est d'une durée d'un an à compter de la prononciation de la vérification du service régulier (VSR).

La garantie porte sur tout vice, défaut de conception ou de fonctionnement normal, qu'ils soient visibles ou cachés. Le prestataire s'engage à effectuer le diagnostic, à corriger les développements nécessaires lorsqu'il est sollicité par le CESE.

Concernant la maintenance, il existe 4 types de maintenances :

- **La maintenance préventive** : « Maintenance exécutée à intervalle prédéterminé (ou selon des critères prescrits) et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un composant. » (ISO/IEC 14764),
- **La maintenance corrective** : « Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut à nouveau accomplir une fonction requise » (ISO/IEC 14764),



- **La maintenance adaptative**, qui correspond aux modifications d'un composant, matériel ou immatériel (logiciel), effectuées après sa livraison afin qu'il reste utilisable dans un environnement qui a changé, sans y ajouter de fonctionnalité,
- **La maintenance évolutive** qui correspond aux modifications d'un composant, matériel ou immatériel (logiciel), effectuées après sa livraison pour en améliorer, par de nouvelles fonctions, l'efficacité ou la maintenabilité.

A l'issue de la période de garantie, le titulaire pourra être sollicité pour des prestations :

- **De maintenance corrective**, à prix forfaitaire annuel,
- **De maintenances adaptatives et évolutives**, par le biais de commandes spécifiques, sur la base des prix du BPU. Le CESE se réserve la possibilité de faire appel à un tiers pour la réalisation de celles-ci ; elles peuvent ne pas être exclusives au titulaire.

En pratique, la maintenance corrective s'effectue après livraison et couvre l'ensemble des opérations réalisées afin de résoudre un dysfonctionnement (panne ou mauvais fonctionnement) du composant (matériel ou logiciel) ou un comportement inattendu de celui-ci vis-à-vis des autres équipements informatiques du CESE ou de ses partenaires. Ces opérations comprennent l'intégralité des actions de remise en état de bon fonctionnement de la composante défectueuse. Elle est associée à un engagement de résultat.

Sont également inclus dans la maintenance corrective les opérations suivantes :

- le support technique (établissement du diagnostic à distance, soit le télédiagnostic),
- la sauvegarde de la configuration et des données du composant avant et après intervention,
- le passage de correctifs logiciels (patches) et/ou de versions de microcode (majeure et mineure) fournis par le constructeur ou l'éditeur dont un des buts est de corriger un défaut avéré, objet de l'intervention (y compris de sécurité), que la réassurance ait été acquise via le titulaire ou un tiers,
- les tests de vérification que la défaillance ait été corrigée et les tests de non-régression.

Les pannes consécutives à une utilisation non-conforme du composant ou à un acte de dégradation volontaire, dont le titulaire devra apporter la preuve, sont exclues de la maintenance corrective.

Pendant la période de garantie, le prestataire s'engage à assurer la maintenance corrective (correction de défauts et résolution de bogues résiduels) de la solution fournie selon une procédure de prise en charge des anomalies (support d'assistance) distinguant les anomalies dites « non-bloquantes » des anomalies dites « bloquantes ».

Le candidat indiquera, dans son mémoire technique, les modalités de son support technique et son accessibilité pendant les jours et heures ouvrés au travers d'une plateforme de gestion de tickets et d'un numéro d'urgence.

Le coût d'accès à la plateforme de gestion de tickets est inclus dans le forfait annuel « EXPLOITATION ». Le CESE se réserve le droit de faire appel au service d'appels à un numéro d'urgence.

**Le candidat indiquera, dans le BPU joint au présent cahier des charges, le coût d'accès au service « Appel d'urgence » hors jours et heures ouvrés.**

### C) EXIGENCES TECHNIQUES

L'application devra être développée en utilisant les technologies qui permettent un développement dans un cadre qui favorise une collaboration simple et rapide entre les utilisateurs métier et l'équipe en charge des développements. Voici un exemple des technologies appropriées :

- HTML, CSS, Javascript, Framework de développement web (React, Angular, Vue.js), Serveur web (Node.js, PHP), Système de gestion de base de données (MongoDB, MySQL, SQL server.) ;

- L'application devra être accessible depuis différents supports (Ordinateurs, tablettes, smartphones) et être responsive ;
- L'application devra être sécurisée avec une authentification des utilisateurs, une gestion des rôles et des permissions ;
- L'application devra être testée et développée en utilisant les bonnes pratiques de développement ;
- La documentation technique et fonctionnelle devra être fournie à la fin de la prestation ;

#### D) EXIGENCES D'ACCESSIBILITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le candidat devra respecter le Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) afin de garantir que les services numériques soient accessibles à tous, y compris aux personnes en situation de handicap (en termes d'accessibilité numérique la version du RGAA à respecter est la 4.1.2 mise à jour en avril 2023).

Il est également attendu que le candidat prenne en compte les pratiques de développement durable, en adoptant par exemple une stratégie d'écoconception pour minimiser l'empreinte environnementale du logiciel. Cela peut inclure l'optimisation des ressources, la réduction de la consommation énergétique et l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement.

En combinant accessibilité et développement durable, le CESE souhaite le développement d'une solution inclusive et responsable, alignée avec les valeurs de son organisation.

#### E) EXIGENCES D'INTEGRATION

L'intégration de l'outil, paramétré et développé par le titulaire, sera réalisée par le titulaire du marché, en lien avec les équipes techniques et fonctionnelles du CESE.

La solution proposée devra être éprouvée et communément utilisée, permettant des ajouts de contenus aisés et un respect des normes et standards.

2 environnements seront mis à disposition par le CESE à disposition du titulaire (un environnement de recette et un environnement de production). La solution devra être déployée dans les deux environnements. Les tests seront réalisés en environnement de recette avant ouverture de l'outil aux agents concernés.

Le candidat devra préciser dans son offre les modalités d'installation de la solution et les éventuels prérequis d'hébergement et de sauvegardes.

Le titulaire devra assister le CESE dans toute la procédure d'installation de la solution.

#### F) EXIGENCES METHODOLOGIQUES

Le CESE souhaite que le prestataire l'accompagne dans chacune des étapes nécessaires au bon déroulement du projet ; du développement au déploiement de la solution logicielle. Une équipe projet sera dédiée au sein du CESE et un chef de projet, désigné, sera l'interlocuteur privilégié du prestataire.

Les attentes en termes de conduite du projet sont définies ci-dessous :

- Réalisation dans un délai optimisé ;
- Qualité des développements logiciels
- Limitation du nombre d'étapes intermédiaires mises en production ;
- Pour chaque étape intermédiaire en production, réalisation en amont d'une phase de test et mise en place d'une période de surveillance ;

Pour la phase de développement informatique, il est demandé au candidat de s'appuyer sur une méthode de développement de type agile. Il s'appuiera sur son propre environnement de développement et ses outils de suivi (de type JIRA etc, ...) auxquels il donnera accès à l'équipe projet du CESE pour le suivi

des tâches et d'anomalies/incidents.

Pour la phase de recette, le CESE mettra à disposition l'environnement de recette et les accès à cet environnement, il élaborera la stratégie de recette. Le prestataire devra préparer l'environnement de recette pour qu'il soit aussi proche que possible de la production (infrastructure, versions des logiciels, configurations réseau et base de données), s'assurer que tous les services tiers fonctionnent.

Pour la phase de mise en production, le CESE mettra à disposition l'environnement de production, il assurera que les serveurs, bases de données et autres éléments sont prêts. Le prestataire devra procéder à l'installation et à la mise à jour des logiciels tiers nécessaires au fonctionnement de la solution et à son intégration dans le SI du CESE.

Le candidat précisera la méthodologie employée (dont environnement technique et outils) pour le développement et la mise en production de la solution logicielle et son expérience en termes de développement logiciel tels qu'attendus par le CESE.

**Le candidat indiquera dans son offre les moyens humains et matériels dédiés à la prestation : équipe projet dédiée, CV des intervenants (anonymisés), outils et références analogues.**

Le prestataire sera en charge de la production de la documentation associée :

- Plan Assurance Qualité,
- Dossier d'Architecture Technique,
- Spécifications fonctionnelles et détaillées de l'application de gestion des amendements
- Code source de l'application avec la documentation de déploiement
- Définition des tests,
- Plan de Backup & Recovery,
- Dossier d'exploitation,
- etc.

**Le candidat indiquera, dans le BPU joint au présent cahier des charges, le coût de la documentation.**

De façon détaillée, les exigences attendues du prestataire sont les suivantes :

- La présentation de l'environnement de développement et de recette ;
- Les tests de performance et engagement qualité du code source (comprenant la documentation détaillée) ;
- La définition conjointe de la gouvernance en phase projet et en phase d'exploitation (Run), des modalités de suivi et indicateurs associés ainsi que de la répartition des rôles entre les parties (RACI) ;
- La définition conjointe de la convention de service, des SLA et KPI correspondants (délai de réponse, taux d'incidents, temps de résolution, ...) formalisée dans un PAQ (Plan d'Assurance Qualité) ;
- La fourniture des prérequis techniques et organisationnels à destination du CESE ;
- La définition conjointe des modalités de réversibilité en cas d'interruption ou de fin de contrat, la procédure de passation entre l'ancien et le nouveau prestataire (fourniture documentation fonctionnelle et technique, migration des données, transfert de compétence, parallèle run et support, bascule) ainsi que les principes de facturation ;
- L'accompagnement lors de la mise en place du dispositif et plus particulièrement lors des configurations à mettre en œuvre sur le SI du CESE pour autoriser les flux de données entrants et sortants ;
- Le support lors des phases de validation du bon fonctionnement de la solution ;
- La formation à destination des administrateurs techniques du CESE sur les outils d'administration / maintenance ;
- L'exploitation et la maintenance par le prestataire de la solution ;

- L'accès au support technique ;
- La mise en place d'un plan d'assurance qualité (PAQ).

Le candidat indiquera par ailleurs, dans son mémoire technique, le déroulement de la formation ainsi que son lieu de dispense : sur site ou à distance.

**Le candidat indiquera, dans le BPU joint au présent cahier des charges, le coût de la formation de cinq à 10 agents.**

#### G) EXIGENCES CALENDAIRES

Le CESE souhaite disposer régulièrement et de façon incrémentale des fonctionnalités définies dans le cadre du périmètre du projet.

La mise à disposition des fonctionnalités (mise en production) de la tranche ferme est souhaitée sous un délai de 5 mois maximum après la notification du marché.

La généralisation des fonctionnalités de la tranche ferme devra être effective au plus tard sous 6 mois maximum après la notification du marché et sous 8 mois pour l'ensemble des tranches.

Le candidat remettra, dans son mémoire technique, un planning prévisionnel de déploiement pour chacune des tranches indiquant les délais associés.

Le planning doit faire apparaître les étapes (et sprints) prévus pour réaliser le développement, et le cadencement des livraisons et phases de recette et mise en production (dont test de performance).

Par ailleurs, le candidat explicitera avec le maximum de détails, les éléments techniques dont il doit disposer pour réaliser sa mission.

En pratique, une réunion de cadrage aura lieu au CESE, au plus tard dans les 20 jours ouvrés suivant la notification du marché.

Lors de cette réunion, le titulaire détaillera à minima les points suivants :

- Les bonnes pratiques de développement mise en œuvre
- La documentation technique et fonctionnelle qui sera fournie à la fin de la prestation
- La constitution et présentation des membres de l'équipe
- La validation de l'organisation générale de la prestation et les procédures d'échanges entre les intervenants
- La présentation des moyens et des différentes tâches à réaliser

L'exécution du marché sera pilotée et suivie par la direction des systèmes d'information et des usages du numérique. Elle assure les échanges avec le(s) prestataire(s) de ce projet. Elle coordonne en interne l'équipe projet et assure le suivi du projet ainsi que les relations avec les services.